



La Charte Internationale de l'Énergie

*Le texte approuvé
pour adoption à La Haye
à la Conférence Ministérielle
sur la Charte Internationale de l'Énergie
le 20 mai 2015*

**Texte
de la CIE en
français**

**IEC
text in
English**

**Frequently
asked
questions**

DOCUMENT FINAL

DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE (« LA HAYE II »)

SUR LA CHARTE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE



La Conférence ministérielle (« La Haye II ») sur la Charte internationale de l'Énergie s'est tenue à La Haye, le 20 mai 2015, pour l'adoption de la Charte internationale de l'Énergie, en tant que mise à jour de la Charte européenne de l'Énergie. Au cours de cette conférence, les représentants de haut rang des signataires de la Charte européenne de l'Énergie de 1991, ainsi que des non-signataires de la Charte européenne de l'Énergie, ont signé la Charte internationale de l'Énergie ou exprimé leur consentement concernant cette dernière. Les signataires de la Charte internationale de l'Énergie qui l'ont signée, ou ont exprimé leur consentement au cours de la Conférence, ou le feront par la suite, sont désignés ci-après les « signataires ».

CHARTe INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

Les représentants des signataires, réunis à La Haye, le 20 mai 2015,

Soucieux de mieux refléter les nouvelles réalités du secteur de l'énergie, en particulier l'importance croissante de pays en voie de développement, y compris les économies des pays émergents, et de répondre aux intérêts des participants existants et potentiels de la Charte de l'Énergie ;

Compte tenu de la Charte européenne de l'Énergie adoptée dans le Document final de la Conférence de la Haye sur la Charte européenne de l'Énergie, signé à La Haye le 17 décembre 1991, et dont la signature permet à des Etats et des organisations d'intégration économique régionale d'accéder au Traité de la Charte de l'Énergie de 1994, et dont l'existence sera maintenue à cette fin ;

Rappelant la Décision adoptée par la Conférence sur la Charte de l'Énergie, au cours de sa 23^{ème} assemblée, qui s'est tenue à Varsovie, en 2012, pour l'engagement d'un processus susceptible d'aboutir à l'adoption d'une version mise à jour de la Charte européenne de l'Énergie ;

Conscients du fait que le principe de la Charte internationale de l'Énergie est le renforcement de la coopération internationale afin d'affronter des problèmes communs sur le plan de l'énergie à l'échelon national, régional et international, y compris l'évolution de l'architecture énergétique globale ;

Rappelant les objectifs de la Charte internationale de l'Énergie, à savoir :

- soutenir la politique de la Charte concernant sa consolidation, son développement et son élargissement dans le but de faciliter l'expansion de la portée géographique du traité sur la Charte de l'Énergie et de son processus ;
- engager un dialogue structuré avec des non-signataires de la Charte européenne de l'Énergie dans le but de promouvoir les principes de la Charte et son cadre pour la coopération à l'échelle globale ;

Notes

- moderniser la Charte européenne de l’Energie comme déclaration politique de base du Processus de la Charte de l’Energie ;
- soutenir le rôle actif d’observateur à la Conférence sur la Charte de l’Energie, dans le but d’établir une collaboration étroite et l’accès rapide de pays observateurs au Traité de la Charte de l’Energie ;

Attendu que la Charte internationale de l’Energie est une déclaration d’intention politique, dont le but est de soutenir la coopération entre les signataires sur le plan de l’énergie, et qui ne comporte aucune obligation juridiquement contraignante ;

compte tenu des principes de la Charte des Nations unies et des documents finaux émanant de différentes conférences régionales et internationales, et d’autres manifestations, dans le domaine de l’énergie, ainsi que des initiatives répertoriées dans l’Annexe à la présente déclaration ;

Reconnaissant la souveraineté de chaque Etat sur ses ressources énergétiques, et son droit de réguler la transmission et le transport de l’énergie au sein de son territoire, dans le respect de toutes ses obligations internationales ;

Reconnaissant le problème mondial que pose le dilemme de la sécurité de l’énergie, du développement économique et de la protection de l’environnement, ainsi que les efforts réalisés par tous les pays pour parvenir à un développement durable ;

Reconnaissant l’importance de la sécurité énergétique pour les pays producteurs, de transit et consommateurs d’énergie, indépendamment de leur niveau de développement économique, et de l’accès à des services énergétiques modernes, qui doit être fondé sur des politiques environnementales socialement acceptables et économiquement viables, l’accent étant mis sur des responsabilités et des avantages réciproques,

Soucieux de donner une nouvelle impulsion au désir d’établir une coopération régionale et mondiale renforcée, basée sur un respect et une confiance mutuels,

Décidés à promouvoir une coopération à long terme sur l’énergie, à l’échelon régional et mondial, dans le cadre de l’économie de marché et fondée sur une assistance mutuelle et le principe de la non-discrimination, étant entendu que le traitement de la nation la plus favorisée est le standard minimum ;

Conscients de la nécessité de tenir compte des problèmes de construction et de restructuration que doit affronter un nombre considérable de pays, et du fait qu’il est souhaitable que les signataires participent à des efforts conjoints pour la facilitation et la promotion de réformes axées sur le marché, et la modernisation des secteurs de l’énergie dans ces pays ;

Convaincus du fait que tirer parti des caractéristiques complémentaires des secteurs de l’énergie dans les marchés représentés par les signataires sera bénéfique pour l’économie mondiale ;

Reconnaissant que le renforcement du commerce de l’énergie est un catalyseur puissant du renforcement de la coopération régionale et internationale pour la sécurité énergétique et

Notes

l'utilisation durable de l'énergie entre toutes les parties prenantes, y compris les pays producteurs, de transit et consommateurs d'énergie ;

Persuadés qu'une coopération élargie en matière d'énergie entre les signataires est indispensable pour le développement économique et, d'un point de vue plus général, pour le développement social, l'allègement de la pauvreté énergétique, et une meilleure qualité de vie ;

Convaincus de l'intérêt commun des signataires concernant les problèmes de la sécurité énergétique, de celle des installations industrielles, y compris des installations nucléaires, et de la protection de l'environnement ;

Disposés à faire davantage pour la réalisation des objectifs de sécurité énergétique, et de la gestion et l'utilisation efficaces des ressources, ainsi que pour l'utilisation intégrale du potentiel d'amélioration de l'environnement, dans le cadre de l'évolution vers un développement durable ;

Disposés à développer une collaboration avec des organisations régionales et internationales pour la mise en commun de l'expérience et des exemples spécifiques découlant de la pratique nationale dans le domaine du développement durable, de l'accès à des services énergétiques modernes, de la réduction de la pauvreté énergétique, d'une économie verte, d'une énergie propre, du rendement énergétique, ainsi que du développement, de l'introduction et d'une utilisation généralisée de nouvelles technologies propres ;

Convaincus de l'importance primordiale de systèmes énergétiques efficaces dans la production, la transformation, le transport, la distribution et l'utilisation de l'énergie, pour la sécurité énergétiques et la protection de l'environnement ;

Convaincus du fait que l'investissement dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables est susceptible de renforcer la sécurité énergétique et de contribuer à une croissance économique durable ;

Encourageant les synergies entre les tribunes multilatérales dans le domaine de l'énergie ;

Conscients des obligations dans le cadre des principaux accords multilatéraux pertinents, de la vaste portée de la coopération internationale sur le sujet de l'énergie, et des activités importantes menées par des organisations internationales actuelles dans le secteur de l'énergie, et disposés à tirer pleinement profit des connaissances spécialisées de ces organisations pour la réalisation des objectifs de cette Charte ;

Reconnaissant le rôle des entrepreneurs exerçant leurs activités dans un cadre juridique transparent et équitable pour la promotion de la coopération prévue dans la présente Charte ;

Décidés à promouvoir des rapports plus étroits et mutuellement bénéfiques sur le plan commercial, ainsi que des investissements dans le secteur de l'énergie ;

Notes

Affirmant l'importance de la liberté de mouvement des produits énergétiques et du développement d'une infrastructure internationale efficace pour l'énergie afin de faciliter le développement d'échanges stables et transparents pour l'énergie ;

Conscients de la nécessité de promouvoir une coopération technique et technologique entre les signataires ;

Affirmant que les politiques énergétiques des signataires sont liées par des intérêts communs à tous les pays, et que ces politiques devraient être mises en œuvre, y compris avec la prise d'actions nécessaires et l'application des principes énoncés ci-dessous ;

ONT ADOPTÉ CE QUI SUIT :

TITRE I LES OBJECTIFS

Les signataires souhaitent établir un développement durable de l'énergie, renforçant la sécurité énergétique et maximisant l'efficacité de la production, de la transformation, du transport, de la distribution et de l'utilisation de l'énergie, afin de renforcer cette sécurité d'une façon à la fois acceptable sur le plan social, économiquement viable, et respectueuse de l'environnement.

Les signataires, reconnaissant la souveraineté de chaque État sur ses ressources énergétiques, et son droit de réguler la transmission et le transport de l'énergie au sein de son territoire, dans le respect de toutes ses obligations internationales, et dans l'esprit d'une coopération politique et économique, décident de promouvoir le développement de marchés efficaces, stables et transparents de l'énergie, à l'échelon à la fois régional et mondial, fondé sur le principe de la non-discrimination et d'une formation des prix tenant compte du marché, et qui prend dûment en compte les préoccupations environnementales et le rôle de l'énergie dans le développement national de chaque pays.

Ils sont décidés à établir un climat favorable au fonctionnement des entreprises, et à l'apport d'investissements et de technologies pour la réalisation des objectifs susmentionnés.

À cette fin, et conformément à ces principes, ils engageront une action dans les secteurs suivants :

1. Développement du commerce de l'énergie conforme aux principaux accords multilatéraux pertinents, tel que, par exemple, l'accord de l'Organisation Mondiale du Commerce et ses documents connexes, le cas échéant, ainsi que les obligations et engagements sur la non-prolifération nucléaire, qui sera réalisé :
 - au moyen d'un marché ouvert et compétitif pour les produits, matières, équipements et services énergétiques ;

Notes

- au moyen de l'accès aux ressources énergétiques, ainsi qu'à leur exploration et leur exploitation, sur une base commerciale ;
- au moyen de l'accès à des marchés nationaux, régionaux et internationaux ;
- en assurant la transparence pour tous les secteurs des marchés énergétiques internationaux (production/exportation, transit, consommation/importation) ;
- par l'abaissement des barrières techniques, administratives et autres au commerce de l'énergie et des équipements, technologies et services énergétiques connexes ;
- par la promotion de la compatibilité des systèmes énergétiques nationaux et régionaux, et la création d'un espace énergétique commun ;
- par la promotion de l'harmonisation des règles, règlements et normes dans le secteur de l'énergie ;
- par la réalisation de projets d'infrastructure d'importance pour la réalisation de la sécurité énergétique globale et régionale ;
- par la modernisation, le renouvellement et la rationalisation par l'industrie, des services et installations de production, transformation, transport, distribution et utilisation de l'énergie ;
- par la promotion du développement et de l'interconnexion de l'infrastructure de transport de l'énergie, et de l'intégration régionale des marchés de l'énergie ;
- par la promotion du meilleur accès possible aux capitaux, en particulier au moyen des institutions financières existantes appropriées ;
- en facilitant l'accès à l'infrastructure du transport, aux fins du transit international conformément aux objectifs de la présente Charte ;
- avec l'accès, à des conditions commerciales, aux technologies pour l'exploration, le développement, la transformation et l'utilisation de ressources énergétiques.

2. La coopération dans le domaine de l'énergie, qui portera sur :

- la coordination des politiques énergétiques, dans la mesure nécessaire à la promotion des objectifs de la Charte ;
- l'échange d'informations et d'expériences pertinentes pour cette Charte ;
- le renforcement des capacités institutionnelles dans les pays concernés ;
- l'accès mutuel à des informations techniques et économiques, conformément aux droits de propriété ;
- l'élaboration de cadres juridiques stables et transparents, créant les conditions d'un développement des ressources énergétiques dans le contexte du développement durable ;

Notes

- la coordination et, si nécessaire, l'harmonisation des principes et lignes directrices en matière de sécurité, en ce qui concerne les produits énergétiques et leur transport ainsi que les installations énergétiques, à un niveau élevé ;
 - l'encouragement des échanges d'informations et de savoir-faire technologiques dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, y compris les activités de formation ;
 - la recherche, le développement technologique, les projets de démonstration, et leur commercialisation ;
 - la création d'un environnement favorable aux investissements, y compris des investissements de co-entreprise, pour l'étude, la construction et l'exploitation d'installations énergétiques.
3. L'efficacité énergétique et la protection de l'environnement, qui impliqueront :
- la création de mécanismes et de conditions permettant une utilisation aussi économique et efficace que possible de l'énergie, y compris, le cas échéant, les instruments de régulation fondés sur les principes du marché ;
 - la promotion de l'utilisation propre et efficace de combustibles fossiles ;
 - la promotion d'une combinaison de sources d'énergie visant à minimiser les effets négatifs sur l'environnement de manière rentable, grâce à :
 - i. des prix de l'énergie en fonction du marché, reflétant entièrement les coûts et les bénéfices pour l'environnement ;
 - ii. des mesures politiques efficaces et coordonnées liées à l'énergie ;
 - iii. l'utilisation d'énergies renouvelables et de technologies d'énergie fossile propres ;
 - la réalisation et le maintien d'un haut niveau de sécurité nucléaire, et l'assurance d'une coopération efficace dans ce domaine ;
 - la promotion d'une coopération visant à réduire, le plus possible, le brûlage à la torche et l'aération des gaz ;
 - la mise en commun des meilleures pratiques sur l'investissement et le développement d'une énergie propre ;
 - la promotion et l'utilisation de technologies à faibles émissions.

TITRE II
LA MISE EN ŒUVRE

Afin de réaliser les objectifs énoncés ci-dessus, les signataires entreprennent, sans préjudice de la souveraineté de chaque Etat sur ses ressources énergétiques et ses droits à la réglementation de la transmission et du transport de l'énergie au sein de son territoire, dans le respect de toutes

Notes

ses obligations internationales applicables, des actions coordonnées pour assurer une plus grande cohérence des politiques énergétiques, qui devraient être fondées sur le principe de la non-discrimination et sur la définition des prix en fonction du marché, en tenant dûment compte des considérations environnementales,

Ils soulignent le fait que la prise de mesures concrètes visant à définir des politiques énergétiques est nécessaire afin de renforcer la coopération dans ce domaine, et insistent sur l'importance de procéder, à échéances régulières, à des échanges de vue sur les mesures adoptées, en tirant pleinement profit de l'expérience acquise par les organisations et les institutions internationales dans ce domaine.

Les signataires reconnaissent qu'il pourra être nécessaire de compléter certaines formes commerciales de coopération par une coopération intergouvernementale, notamment sur le plan de la formulation et de l'analyse de la politique énergétique, ainsi que dans des domaines essentiels et non adaptés à un financement à l'aide de capitaux privés.

Ils décident de poursuivre les objectifs de la Charte, en renforçant et en intégrant les marchés de l'énergie régionaux, et en optimisant le fonctionnement efficace du marché global de l'énergie par le biais d'une action conjointe ou coordonnée, dans le cadre de cette Charte, dans les domaines suivants :

- accès aux ressources énergétiques et leur développement ;
- accès aux marchés de l'énergie ;
- libéralisation des échanges dans le domaine de l'énergie ;
- promotion et protection des investissements dans tous les secteurs de l'énergie ;
- lignes directrices en matière de sécurité ;
- développement technologique ; transfert, innovation et diffusion de la technologie ;
- efficacité énergétique, protection de l'environnement, énergie durable et propre ;
- accès à une énergie durable ;
- éducation et formation ;
- diversification des sources et des voies d'acheminement de l'énergie.

Lors de la mise en œuvre de ces actions conjointes ou coordonnées, ils s'engagent à encourager les initiatives privées, maximiser l'utilisation du potentiel des entreprises, des institutions et de toutes les sources de financement disponibles, et faciliter la coopération, notamment la coopération technique entre ces entreprises ou institutions de différents pays, sur la base des principes de l'économie de marché.

Les signataires feront en sorte que les règles internationales sur la protection de la propriété industrielle, commerciale et intellectuelle soient respectées.

Notes

1. L'accès aux ressources énergétiques et leur développement

Compte tenu du fait que le développement efficace des ressources énergétiques est une condition incontournable pour la réalisation des objectifs de cette Charte, les signataires décident de faciliter l'accès aux ressources pour les opérateurs intéressés, et leur développement par ces derniers. A cette fin, ils s'assureront que les règles correspondantes sont publiquement accessibles et transparentes, conformément à la législation nationale et aux obligations internationales ; ils reconnaissent la nécessité de formuler ces règles là où elles n'existent pas encore, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour coordonner leurs actions dans ce domaine. Le développement des ressources énergétiques devrait avoir lieu dans des conditions judicieuses sur les plans économique et environnemental.

Dans le but de faciliter le développement des ressources et leur diversification, les signataires décident d'éviter l'imposition aux opérateurs de règles discriminatoires, notamment des règles régissant l'actionnariat, les activités internes des sociétés, et la fiscalité.

2. L'accès aux marchés

Les signataires assureront une promotion vigoureuse de l'accès aux marchés nationaux, régionaux et internationaux des produits énergétiques, afin de mettre en œuvre les objectifs de la présente Charte. Cet accès aux marchés doit tenir compte de la nécessité de faciliter l'action des forces du marché, et d'encourager la concurrence.

3. Libéralisation des échanges en matière d'énergie

Afin de développer et de diversifier les échanges en matière d'énergie, les signataires décident d'éliminer progressivement, entre eux, les entraves à ces échanges de produits, d'équipements et de services énergétiques de façon conforme d'une part aux dispositions de l'Accord de l'Organisation Mondiale du Commerce et de ses documents connexes, le cas échéant, d'autre part à leurs obligations et engagements relatifs à la non-prolifération nucléaire.

Ils travailleront en collaboration en vue des nouveaux développements sur les prix de l'énergie axés sur le marché.

Les signataires reconnaissent que le transit des produits énergétiques sur leur territoire est essentiel à la libéralisation des échanges de produits énergétiques. Le transit doit avoir lieu dans des conditions économiques, environnementales et commerciales saines.

Ils soulignent l'importance du développement de réseaux internationaux de transmission de l'énergie et de leur interconnexion, y compris des réseaux transfrontaliers de pétrole et de gaz, et des réseaux de distribution d'électricité. Ils reconnaissent la nécessité d'intensifier les efforts pour les coordonner entre eux, et pour encourager la coopération entre les entités concernées du fait de leur développement, de la compatibilité des spécifications techniques régissant l'installation, et de l'exploitation de ces réseaux.

Notes

4. Promotion et protection des investissements

Dans le but de la promotion du flux international d'investissements, les signataires mettront tout en œuvre pour prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer les obstacles aux investissements dans le secteur de l'énergie, et mettront en place, à l'échelon national, un cadre juridique à la fois stable et transparent pour les investissements étrangers, en conformité avec le droit et les règlements internationaux en matière d'investissements et d'échanges commerciaux.

Ils affirment qu'il est important, pour les Etats signataires, de conclure des accords bilatéraux et/ou multilatéraux sur la promotion et la protection des investissements, assurant l'existence d'un haut niveau de sécurité juridique et permettant l'application de plans de garantie relatifs aux risques découlant des investissements.

Les signataires affirment l'importance d'assurer un accès intégral à des mécanismes appropriés de règlement des différends ainsi que des mécanismes nationaux et un arbitrage international conformes au droit et règlements nationaux, y compris le droit et les règlements des investissements et de l'arbitrage, tous les traités bilatéraux et multilatéraux pertinents, et les accords internationaux.

Par ailleurs, les signataires reconnaissent le droit de rapatrier les bénéfices ou paiements divers relatifs à un investissement et d'obtenir ou d'utiliser les devises convertibles nécessaires.

Ils reconnaissent également l'importance de la prévention de la double imposition, ceci afin d'encourager les investissements privés.

5. Sécurité - Principes et lignes directrices

Conformément aux principaux accords multilatéraux pertinents, les signataires s'engagent à :

- coopérer entre eux pour mettre en œuvre des principes et lignes directrices en matière de sécurité conçus pour réaliser et/ou maintenir des normes de sécurité de haut niveau ainsi que la protection de la santé et de l'environnement ;
- développer ces principes et lignes directrices communs en matière de sécurité en fonction des exigences et/ou de s'accorder sur la reconnaissance mutuelle de leurs principes et lignes directrices de sécurité.

6. Recherche, développement technologique, transfert de technologie, innovation et diffusion

Les signataires décident de promouvoir les échanges de technologie et la coopération dans leurs activités de développement et d'innovation technologiques dans les secteurs de la production, de la transformation, du transport, de la distribution et de l'utilisation efficace et propre de l'énergie, conformément aux obligations et engagements en matière de non-prolifération nucléaire.

À cette fin, ils encouragent les initiatives de coopération dans :

- les activités de recherche et de développement ;

Notes

- des projets pilotes ou de démonstration ;
- l'application d'innovations technologiques ;
- la diffusion et l'échange de savoir-faire et d'informations sur des technologies.

7. Efficacité énergétique, protection de l'environnement, et énergie durable et propre

Les signataires confirment qu'une coopération est nécessaire dans le domaine de l'utilisation efficace de l'énergie, le développement de sources d'énergie renouvelables, et la protection de l'environnement dans le cadre de l'énergie.

Cette coopération devrait comprendre les aspects suivants :

- l'harmonisation, de façon rentable, des politiques en matière d'énergie, et des accords et conventions sur l'environnement ;
- l'établissement des prix axés sur le marché, reflétant mieux les coûts et bénéfices environnementaux ;
- l'utilisation d'instruments transparents et équitables, basés sur les principes de l'économie de marché, pour la réalisation des objectifs en matière d'énergie et la réduction des problèmes pour l'environnement ;
- la création de conditions-cadre pour les échanges de savoir faire en matière de technologies énergétiques écologiques, de sources d'énergie renouvelables et d'utilisation efficace de l'énergie ;
- la création de conditions-cadre pour la réalisation d'investissements rentables dans l'efficacité énergétique et des projets d'énergie respectueux de l'environnement.

8. Accès à une énergie durable

Les signataires soulignent l'importance de l'accès à une énergie durable, moderne, au prix abordable, et plus propre, en particulier dans les pays en voie de développement, susceptibles de contribuer à l'allègement de la pauvreté énergétique.

À cette fin, les signataires confirment qu'ils s'efforceront de renforcer la collaboration entre eux, et d'appuyer des initiatives et des partenariats à l'échelon international propices à la réalisation de ces objectifs.

9. Éducation et formation

Les signataires, reconnaissant le rôle de l'industrie dans la promotion d'une éducation et d'une formation professionnelle dans le secteur de l'énergie, décident de collaborer dans l'exercice de ces activités, y compris :

- L'éducation professionnelle ;

<i>Notes</i>

- La formation professionnelle ;
- l'information publique en matière de rendement énergétique et d'énergie renouvelable.

10. Diversification des sources d'énergie et des voies d'approvisionnement

Les signataires confirment qu'aux fins du renforcement de la sécurité énergétique, la production d'énergie à partir de sources diversifiées, ainsi que la diversification des voies d'approvisionnement, revêtent une importance considérable.

**TITRE III
LES ACCORDS SPECIFIQUES**

Les signataires s'engagent à poursuivre les objectifs et les principes de cette Charte, et à mettre en œuvre et élargir leur coopération, y compris dans les domaines suivants :

- questions horizontales et organisationnelles ;
- efficacité énergétique, y compris la protection de l'environnement ;
- prospection, production, transport et utilisation du pétrole, des produits du pétrole et modernisation des raffineries ;
- prospection, production, et utilisation du gaz naturel, interconnexion des réseaux de gaz et transmission par gazoducs haute pression ;
- tous les aspects du cycle du combustible nucléaire, y compris les perfectionnements en matière de sécurité dans ce secteur ;
- modernisation des centrales électriques, interconnexion des réseaux de distribution d'électricité et transmission d'électricité avec des lignes de haute tension ;
- développement de marchés régionaux intégrés de l'énergie ;
- tous les aspects du cycle du charbon, y compris les technologies relatives au charbon propre ;
- développement de sources d'énergie renouvelables ;
- accès à une énergie durable;
- transferts de technologie et encouragement à l'innovation ;
- coopération dans le traitement des effets des accidents graves ou d'autres sinistres dans le secteur de l'énergie ayant des conséquences transfrontalières.

Notes

TITRE IV
DISPOSITIONS FINALES

L'original de cette Charte sera transmis au gouvernement des Pays-Bas, qui le conservera dans ses archives. Chacun des signataires recevra du gouvernement des Pays-Bas une copie conforme de la Charte.

Les signataires invitent le gouvernement des Pays-Bas à transmettre le texte de la Charte internationale de l'Energie, comme adopté au cours de la Conférence au Sommet sur la Charte Internationale de l'Energie le 20 mai 2015 ainsi qu'une note verbale au Secrétaire général des Nations unies pour son information et pour sa diffusion à tous les Etats-Membres des Nations unies. Le texte de la Charte internationale de l'Energie sera traduit officiellement et distribué dans les langues suivantes : arabe, chinois, français, allemand, italien, russe et espagnol.

Fait à La Haye, ce jour [date].....

Notes



Documents finaux de conférences régionales et internationales sur l'énergie et manifestations diverses, ainsi que des initiatives mentionnées à la page 2

- Le protocole de la Charte de l'Énergie sur l'efficacité énergétique et les aspects environnementaux connexes, entré en vigueur le 16 avril 1998, établissant un cadre international encourageant la coopération dans le domaine du rendement énergétique de façon compatible avec le développement durable ;
- Le Plan de Mise en Œuvre du Sommet mondial sur le développement durable, adopté à Johannesburg le 04 septembre 2002, appelant à élever la coopération internationale et régionale afin de renforcer l'accès à des services énergétiques fiables, économiquement viables, socialement acceptables, et écologiques, faisant partie intégrante de programmes de réduction de la pauvreté, en facilitant la création d'environnements porteurs, et en se penchant sur des exigences de renforcement de la capacité, notamment en ce qui concerne les zones rurales et isolées, selon les cas ;
- La déclaration sur la « Sécurité énergétique mondiale » du sommet des G8, du 16 juillet 2006, à Saint Petersburg, dans laquelle les leaders du G8 exprimaient leur soutien pour les principes de la Charte de l'Énergie et les efforts menés par les pays participant pour le renforcement de la coopération énergétique internationale ;
- La « Déclaration de Riyad » du troisième sommet de l'OPEC, le 18 novembre 2007, dans laquelle les chefs d'état et de gouvernement ont souligné les relations entre d'une part la sécurité mondiale de la fourniture de l'énergie, d'autre part la sécurité et la prévisibilité de la demande. Ils ont également exprimé leur décision de renforcer et élargir le dialogue entre les producteurs et les consommateurs d'énergie, par le biais des tribunes internationales et régionales pertinentes / compétentes, pour le bénéfice de tous ;
- Les statuts de l'agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), signés au cours de la conférence d'établissement de l'agence IRENA, à Bonn, le 26 janvier 2009, dans lesquels les parties expriment leur désir de promouvoir une adoption croissante de l'énergie renouvelable, aux fins d'un développement durable, et leur conviction que les opportunités considérables offertes par l'énergie renouvelable permettront de répondre aux problèmes de la sécurité énergétique, de la volatilité des prix de l'énergie, en les réduisant progressivement ;
- La déclaration conjointe des ministres de l'Énergie du G8, réunis à Rome le 25 mai 2009, au cours de laquelle les ministres de l'Énergie du G8, le commissaire européen pour l'Énergie, ainsi que les ministres de l'Énergie de l'Algérie, de l'Australie, du Brésil, de la Chine, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Corée, de la Libye, du Mexique et du Nigeria ont demandé au Secrétariat de la Charte de l'Énergie et aux institutions financières internationales de préparer

Notes

une stratégie pour le développement de réseaux énergétiques et de couloirs assurant le transit vers l'intégration de marchés nationaux de l'énergie en Afrique, tout en identifiant des mécanismes de financement ;

- La déclaration de Rome, adoptée par la Conférence sur la Charte de l'Energie le 09 décembre 2009 pour examiner les problèmes pour l'énergie à l'échelon mondial dans le cadre de la modernisation du processus de la Charte de l'Energie ;
- Les Accords de la Conférence des Nations unies sur le Changement climatique, conclus à Cancun le 11 décembre 2010, dans lesquels la communauté internationale prenait, collectivement et globalement, une série de décisions significatives relatives au problème à long terme du changement climatique, et décidait que les parties devaient prendre des mesures urgentes pour réaliser cet objectif à long terme, dans le but de résoudre les émissions globales de gaz de serre afin de contenir l'augmentation mondiale moyenne de la température à moins de 2°C au-dessus des niveaux préindustriels ;
- La Charte du Forum International sur l'Energie, approuvée et signée au cours de l'assemblée ministérielle du Forum International sur l'Energie, à Riyad, le 22 février 2011, démontrant un engagement politique renforcé à l'établissement d'un dialogue ouvert sur l'énergie mondiale entre les membres producteurs et membres consommateurs d'énergie du Forum International sur l'Energie, y compris des états de transit, ceci afin d'assurer une sécurité énergétique globale ;
- Les objectifs dans le cadre de l'initiative mondiale des Nations unies pour une « Energie durable pour Tous » (SE4A11), du mois de septembre 2011, et la « Décennie mondiale 2014 – 2024 pour l'Energie durable », dont le but est de réaliser l'accès universel à l'énergie, de renforcer l'efficacité énergétique, et d'augmenter l'utilisation d'énergie renouvelable ;
- Les objectifs énoncés dans le « Partenariat énergétique UE – Afrique » ;
- La déclaration de Doha, adoptée au cours du premier sommet du Forum des Pays exportateurs de Gaz, le 15 novembre 2011, qui appelait à la promotion et au développement de filières de dialogue nouvelles et efficaces entre producteurs de gaz naturel et consommateurs, par le biais d'organisations internationales et régionales du secteur de l'énergie, dans le but d'assurer des transferts de technologie, la transparence du marché, la stabilité, et une expansion pour le bénéfice de tous ;
- Les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 24 novembre 2011, sur le renforcement de la dimension extérieure de la politique de l'Union européenne sur l'énergie, dans lesquelles l'Union européenne demandait l'élargissement géographique du Traité de la Charte de l'Energie, qui visera à renforcer le rôle du Traité en tant qu'instrument global, reconnu pour élément de base de la réglementation internationale sur l'énergie dans ses principaux domaines de compétence ;

Notes

- Le document final intitulé « Le Futur que nous voulons », ratifié par la conférence des Nations unies sur le Développement durable du 22 juin 2012, et joint en annexe à la résolution 66/288 de l'Assemblée générale des Nations unies, qui reconnaissait le rôle critique que joue l'énergie dans le processus de développement, l'accès à des services d'énergie durable modernes contribuant à l'élimination de la pauvreté, au sauvetage de vies, à l'amélioration de la santé et permettant de subvenir aux exigences essentielles de l'homme ;
- La « Résolution de Saint Petersburg » de l'Assemblée ministérielle de 2012 de l'APEC (Asia Pacific Economic Coopération), qui s'est tenue les 24 et 25 juin 2012, et dans laquelle les ministres de l'Énergie de l'APEC reconnaissent que le renforcement de la sécurité énergétique nécessite une action concertée dans de nombreux secteurs, et s'engagent à maintenir leurs efforts pour le renforcement de la durabilité, de l'efficacité, de la prévisibilité et de la transparence des marchés traditionnels de l'énergie ;
- La Résolution de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et Coopération en Europe – « Promotion et utilisation de sources nouvelles et renouvelables d'énergie », adoptée à la 21^{ème} session annuelle, à Monaco, le 09 juillet 2012, soulignant le rôle primordial de la sécurité de l'énergie dans le nouvel environnement de la sécurité, et le besoin impératif d'équité et de transparence, en accord avec le droit international et la Charte européenne de l'Énergie ;
- Le document final du 16^{ème} sommet des chefs d'état ou de gouvernement du Mouvement des non-alignés, qui s'est déroulé du 26 au 31 août 2012, à Téhéran, dans lequel les chefs d'état ou de gouvernement soulignaient l'importance du renforcement d'une coopération internationale par le biais d'un partenariat pour toutes les formes d'énergie, y compris les énergies propres et renouvelables. Ils appellent les pays développés à transférer des technologies plus efficaces et écologiquement rationnelles aux pays en voie de développement, et les Nations unies à promouvoir et faciliter ce transfert ;
- La déclaration de clôture du Forum de Rabat sur l'Énergie, le 21 septembre 2012, dans laquelle la Charte de l'Énergie est reconnue comme un instrument efficace pour contribuer et renforcer la coopération énergétique dans la région MENA ;
- La résolution 67/263 de l'Assemblée générale des Nations unies, intitulée « La stabilité et la fiabilité du transit des ressources énergétiques et sa contribution à un développement durable et à la coopération internationale », adoptée le 17 mai 2013, note que le transport stable, efficace et fiable de l'énergie, en tant que facteur essentiel d'un développement durable, est dans l'intérêt de la communauté internationale entière, et se félicite des efforts menés à l'échelon national, bilatéral, subrégional, régional et international pour la création de systèmes de transport de l'énergie et faciliter les échanges de ressources énergétiques pour la promotion d'un développement durable ;

Notes

- La déclaration ministérielle sur la coopération régionale pour un renforcement de la sécurité énergétique renforcée de l'énergie et l'utilisation durable de l'énergie en Asie et dans la région Pacifique, adoptée lors du Forum sur l'Énergie d'Asie et du Pacifique, à Vladivostok, en Russie, le 30 mai 2013, dans laquelle la sécurité énergétique est reconnue comme un problème clé du développement pour tous les pays de la région Asie – Pacifique, et l'importance primordiale de l'énergie est citée comme une condition préalable à l'élimination de la pauvreté et à la croissance économique ;
- La déclaration des chefs d'état, au sommet du G20, à Saint Petersburg, les 5 et 6 septembre 2013, exprimant leur à renforcer la coopération énergétique, rendre les informations sur le secteur de l'énergie plus précises et disponibles, et prendre des mesures à l'appui du développement de technologies énergétiques plus propres et plus efficaces, afin de renforcer l'efficacité des marchés et de s'orienter vers un avenir plus durable pour l'énergie.

Notes

CONCLUDING DOCUMENT OF THE MINISTERIAL (“THE HAGUE II”) CONFERENCE ON THE INTERNATIONAL ENERGY CHARTER

The Ministerial (“The Hague II”) Conference on the International Energy Charter was held in The Hague on ... 2015 to adopt the International Energy Charter as an update of the European Energy Charter. At that Conference, the high representatives of the signatories of the European Energy Charter of 1991, as well as non-signatories of the European Energy Charter of 1991, signed or expressed their consent to the International Energy Charter. The signatories of the International Energy Charter who signed it or expressed their consent at the Conference, or will do so after are hereinafter referred to as the “signatories”.



INTERNATIONAL ENERGY CHARTER

The representatives of the signatories meeting in The Hague on ... 2015,

Desirous to better reflect the new realities of the energy sector, especially the growing weight from developing countries, including emerging economies, and to serve the interests of the existing and potential participants of the Energy Charter constituency;

Having regard to the European Energy Charter adopted in the Concluding Document of the Hague Conference on the European Energy Charter signed at The Hague on 17 December 1991, signature of which allows states and Regional Economic Integration Organisations to accede to the Energy Charter Treaty of 1994 and which will continue to exist for this purpose;

Recalling the Decision adopted by the Energy Charter Conference in its 23rd Meeting in Warsaw in 2012 to engage in a process that could lead to the adoption of an updated version of the European Energy Charter;

Aware that the concept of the International Energy Charter aims at enhancing international cooperation in order to meet common challenges related to energy at national, regional and international levels, including the evolution of global energy architecture;

<i>Notes</i>
<hr/>
<hr/>
<hr/>
<hr/>
<hr/>

Recalling the objectives of the International Energy Charter:

- to support the Charter's policy of Consolidation, Expansion and Outreach with the aim to facilitate the expansion of the geographic scope of the Energy Charter Treaty and Process;
- to engage in a structured dialogue with non-signatories of the European Energy Charter in order to promote the principles of the Charter and its framework for cooperation on the global scale;
- to modernise the European Energy Charter as the basic political declaration of the Energy Charter Process;
- to support active observership in the Energy Charter Conference, aiming at close political cooperation and early accession of observer countries to the Energy Charter Treaty;

Whereas the International Energy Charter is a declaration of political intention aiming at strengthening the energy cooperation between the signatories and does not bear any legally binding obligation;

Having regard to the principles of the UN Charter and to the outcome documents of various energy-related regional and international conferences and other events as well as initiatives listed in the Annex to this declaration;

Recognising the sovereignty of each State over its energy resources, and its rights to regulate energy transmission and transportation within its territory respecting all its relevant international obligations;

Recognising the global challenge posed by the trilemma between energy security, economic development and environmental protection, and efforts by all countries to achieve sustainable development;

Recognising the importance of energy security of energy producing, transit and consuming countries, regardless of their state of economic development, as well as access to modern energy services, which needs to be based on environmentally sound, socially acceptable and economically viable policies, with emphasis on mutual responsibilities and benefits;

Notes

Anxious to give a new impulse to the desire for enhanced regional and global cooperation based on mutual respect and confidence;

Resolved to promote long-term energy cooperation at regional and global levels within the framework of a market economy and based on mutual assistance and the principle of non discrimination, being understood as most-favoured nation treatment as a minimum standard;

Aware that account must be taken of the problems of construction and restructuring faced by a considerable number of countries, and that it is desirable for the signatories to participate in joint efforts aimed at facilitating and promoting market-oriented reforms and modernisation of energy sectors in these countries;

Certain that taking advantage of the complementary features of energy sectors in the markets represented by the signatories will benefit the world economy;

Acknowledging that enhanced energy trade is a powerful catalyst for strengthening regional and international cooperation in energy security and for sustainable use of energy among all stakeholders, including energy producing, transit and consuming countries;

Persuaded that broader energy cooperation among signatories is essential for economic progress and more generally for social development, energy poverty alleviation, and a better quality of life;

Convinced of the signatories' common interest in problems of energy security, safety of industrial plants, including nuclear facilities, and environmental protection;

Willing to do more to attain the objectives of energy security and efficient management and use of resources, and to utilise fully the potential for environmental improvement, in moving towards sustainable development;

Willing to develop cooperation with regional and international organisations for sharing experience and specific examples from national practice in the area of sustainable development, access to modern energy services, energy poverty reduction, green economy, clean energy, energy efficiency, as well as development, introduction and broader use of new clean technologies;

Notes

Convinced of the essential importance of efficient energy systems in the production, conversion, transport, distribution and use of energy for energy security and for the protection of the environment;

Convinced that investing in energy efficiency and renewable energies can enhance energy security and contribute to sustainable economic growth;

Encouraging synergies among energy-related multilateral *fora*;

Aware of the obligations under major relevant multilateral agreements, of the wide range of international energy cooperation, and of the extensive activities by existing international organisations in the energy field and willing to take full advantage of the expertise of these organisations in furthering the objectives of this Charter;

Recognising the role of entrepreneurs, operating within a transparent and equitable legal framework, in promoting cooperation under this Charter;

Determined to promote closer, mutually beneficial commercial relations and investments in the energy field;

Affirming the importance of freedom of movement of energy products, and of developing an efficient international energy infrastructure in order to facilitate the development of stable and transparent trade in energy;

Aware of the need to promote technical and technological cooperation among signatories;

Affirming that the energy policies of signatories are linked by common interests of all countries and that they should be implemented, including by taking the consequent action and applying the principles set out below;

HAVE ADOPTED THE FOLLOWING:

Notes

TITLE I OBJECTIVES

The signatories are desirous of sustainable energy development, improving energy security and maximising the efficiency of production, conversion, transport, distribution and use of energy, to enhance safety in a manner which would be socially acceptable, economically viable, and environmentally sound.

Recognising the sovereignty of each State over its energy resources, and its rights to regulate energy transmission and transportation within its territory respecting all its relevant international obligations, and in a spirit of political and economic cooperation, they decide to promote the development of efficient, stable and transparent energy markets at regional and global levels based on the principle of non-discrimination and market-oriented price formation, taking into account environmental concerns and the role of energy in each country's national development.

They are determined to create a climate favourable to the operation of enterprises and to the flow of investments and technologies to achieve the above objectives.

To this end, and in line with these principles, they will take action in the following fields:

1. Development of trade in energy consistent with major relevant multilateral agreements such as the WTO Agreement and its related instruments, where applicable, and nuclear non-proliferation obligations and undertakings, which will be achieved by means of:
 - an open and competitive market for energy products, materials, equipment and services;
 - access to energy resources, and exploration and development thereof on a commercial basis;
 - access to national, regional and international markets;
 - providing transparency for all segments of international energy markets (production/export, transit, consumption/import);
 - removal of technical, administrative and other barriers to trade in energy and associated equipment, technologies and energy-related services;

Notes

- promoting the compatibility of national and regional energy systems and to create a common energy space;
- promotion of the harmonisation of rules, regulations and standards in the field of energy;
- promoting the realisation of infrastructure projects important for providing global and regional energy security;
- modernisation, renewal and rationalisation by industry of services and installations for the production, conversion, transport, distribution and use of energy;
- promoting the development and interconnection of energy transport infrastructure and the regional integration of energy markets;
- promoting best possible access to capital, particularly through appropriate existing financial institutions;
- facilitating access to transport infrastructure, for international transit purposes in line with the objectives of this Charter;
- access on commercial terms to technologies for the exploration, development, conversion and use of energy resources;

2. Cooperation in the energy field, which will entail:

- coordination of energy policies, as necessary for promoting the objectives of this Charter;
- exchange of information and experiences relevant for this Charter;
- enhancing capacity building of the countries involved;
- mutual access to technical and economic data, consistent with proprietary rights;
- formulation of stable and transparent legal frameworks creating conditions for the development of energy resources in the context of sustainable development;
- coordination and, where appropriate, harmonisation of safety principles and guidelines for energy products and their transport, as well as for energy installations, at a high level;

Notes

- facilitating the exchange of technology information and know-how in the energy and environment fields, including training activities;
 - research, technological development, demonstration projects and their commercialisation;
 - creating a favourable environment for investments, including joint venture investments, for design, construction and operation of energy installations.
3. Energy efficiency and environmental protection, which will imply:
- creating mechanisms and conditions for using energy as economically and efficiently as possible, including, as appropriate, regulatory and market based instruments;
 - encouraging the clean and efficient use of fossil fuels;
 - promotion of a sustainable energy mix designed to minimise negative environmental consequences in a cost-effective way through:
 - i. market-oriented energy prices which more fully reflect environmental costs and benefits;
 - ii. efficient and coordinated policy measures related to energy;
 - iii. use of renewable energy sources and clean technologies, including clean fossil fuel technologies;
 - achieving and maintaining a high level of nuclear safety and ensuring effective cooperation in this field;
 - promotion of cooperation to reduce, as much as possible, gas flaring and venting;
 - sharing of best practices on clean energy development and investment;
 - promotion and use of low emission technologies.

TITLE II

IMPLEMENTATION

In order to attain the objectives set out above, the signatories will, without prejudice to the sovereignty of each State over its energy resources, and its rights to regulate energy

Notes

transmission and transportation within its territory respecting all its relevant international obligations, take coordinated action to achieve greater coherence of energy policies, which should be based on the principle of non discrimination and on market-oriented price formation, taking due account of environmental concerns.

They underline that practical steps to define energy policies are necessary in order to intensify cooperation in this sector and further stress the importance of regular exchanges of views on action taken, taking full advantage of the experience of existing international organisations and institutions in this field.

The signatories recognise that commercial forms of cooperation may need to be complemented by intergovernmental cooperation, particularly in the area of energy policy formulation and analysis, as well as in areas which are essential and not suitable to private capital funding.

They decide to pursue the objectives of this Charter by strengthening and integrating regional energy markets and enhancing the efficient functioning of the global energy market by joint or coordinated action under this Charter in the following fields:

- access to and development of energy sources;
- access to energy markets;
- liberalisation of trade in energy;
- promotion and protection of investments in all energy sectors;
- safety principles and guidelines;
- research, technological development technology transfer, innovation and dissemination;
- energy efficiency, environmental protection and sustainable and clean energy;
- access to sustainable energy;
- education and training;
- diversification of energy sources and routes.

Notes

In implementing this joint or coordinated action, they decide to foster private initiative, to make full use of the potential of enterprises, institutions and all available financial sources, and to facilitate cooperation including through technical cooperation, between such enterprises or institutions from different countries, acting on the basis of market principles.

The signatories will ensure that the international rules on the protection of industrial, commercial and intellectual property are respected.

1. Access to and development of energy sources

Considering that efficient development of energy resources is a sine qua non for attaining the objectives of this Charter, the signatories decide to facilitate access to and development of resources by the interested operators. To this end, they will ensure that relevant rules are publicly available and transparent in consistence with domestic legislation and international obligations; they recognise the need to formulate such rules wherever this has not yet been done, and to take all necessary measures to coordinate their actions in this area. Development of energy resources should take place in economic and environmentally sound conditions.

With a view to facilitating the development and diversification of resources, the signatories decide to avoid imposing discriminatory rules on operators, notably rules governing the ownership of resources, internal operation of companies and taxation.

2. Access to markets

The signatories will strongly promote access to national, regional and international markets for energy products for the implementation of the objectives of this Charter. Such access to markets should take account of the need to facilitate the operation of market forces, and promote competition.

3. Liberalisation of trade in energy

In order to develop and diversify trade in energy, the signatories decide progressively to remove the barriers to such trade with each other in energy products, equipment and services in a manner consistent with the provisions of the WTO Agreement and its related instruments, where applicable, and nuclear non-proliferation obligations and undertakings.

Notes

They will work together in view of the further development of market-oriented energy prices.

The signatories recognise that transit of energy products through their territories is essential for the liberalisation of trade in energy products. Transit should take place in economic and environmentally and commercially sound conditions.

They stress the importance of the development of international energy transmission networks and their interconnection, including cross-border oil and gas networks and power grids. They recognise the need to intensify efforts to coordinate among themselves, and to encourage cooperation among relevant entities in view of their development, the compatibility of technical specifications governing the installation, and the operation of such networks.

4. Promotion and protection of investments

In order to promote the international flow of investments, the signatories will make every effort to remove all barriers to investment in the energy sector and provide, at national level, for a stable, transparent legal framework for foreign investments, in conformity with the relevant international laws and rules on investment and trade.

They affirm that it is important for the signatory States to enter into bilateral and/or multilateral agreements on promotion and protection of investments which ensure a high level of legal security and enable the use of investment risk guarantee schemes.

The signatories affirm the importance of full access to adequate dispute settlement mechanisms, including national mechanisms and international arbitration in accordance with national laws and regulations, including investment and arbitration laws and rules, all the relevant bilateral and multilateral treaties and international agreements.

Moreover, the signatories recognise the right to repatriate profits or other payments relating to an investment and to obtain or use the convertible currency needed.

They also recognise the importance of the avoidance of double taxation to foster private investment.

Notes

5. Safety principles and guidelines

Consistent with relevant major multilateral agreements, the signatories will:

- Cooperate to implement safety principles and guidelines, designed to achieve and/or maintain high levels of safety standards and the protection of health and the environment;
- develop such common safety principles and guidelines as are appropriate and/or concur on the mutual recognition of their safety principles and guidelines.

6. Research, technological development technology transfer, innovation and dissemination

The signatories decide to promote exchanges of technology and cooperation on their technological development and innovation activities in the fields of energy production, conversion, transport, distribution and the efficient and clean use of energy, in a manner consistent with nuclear non-proliferation obligations and undertakings.

To this end, they will encourage cooperative efforts on:

- research and development activities;
- pilot or demonstration projects;
- the application of technological innovations;
- the dissemination and exchange of know-how and information on technologies.

7. Energy efficiency, environmental protection and sustainable and clean energy

The signatories confirm that cooperation is necessary in the field of efficient use of energy, development of renewable energy sources and energy-related environmental protection.

This should include:

- ensuring, in a cost-effective manner, consistency between relevant energy policies and environmental agreements and conventions;
- ensuring market-oriented price formation, including a fuller reflection of environmental costs and benefits;

Notes

- the use of transparent and equitable market-based instruments designed to achieve energy objectives and reduce environmental problems;
- the creation of framework conditions for the exchange of know-how regarding environmentally sound energy technologies, renewable energy sources and efficient use of energy;
- the creation of framework conditions for profitable investment in energy efficiency and environmental friendly energy projects.

8. Access to sustainable energy

The signatories underline the importance of access to sustainable, modern, affordable, and cleaner energy, in particular in developing countries, which may contribute to energy poverty alleviation.

To this end, the signatories confirm that they will make efforts to strengthen their cooperation and to support initiatives and partnerships at international level which are conducive to these goals.

9. Education and training

The signatories, recognising industry’s role in promoting vocational education and training in the energy field, decide to cooperate in such activities, including:

- professional education;
- occupational training;
- public information in the energy efficiency and renewable energy field.

10. Diversification of energy sources and supply routes

The signatories confirm that in order to enhance energy security, energy generation from a diverse set of sources and diversification of supply routes is of significant importance.

<i>Notes</i>

TITLE III

SPECIFIC AGREEMENTS

The signatories decide to pursue the objectives and principles of this Charter and implement and broaden their cooperation, including in the following areas:

- horizontal and organisational issues;
- energy efficiency, including environmental protection;
- prospecting, production, transportation and use of oil and oil products and modernisation of refineries;
- prospecting, production and use of natural gas, interconnection of gas networks and transmission via high-pressure gas pipelines;
- all aspects of the nuclear fuel cycle including improvements in safety in that sector;
- modernisation of power stations, interconnection of power networks and transmission of electricity via high-voltage power lines;
- development of integrated regional energy markets;
- all aspects of the coal cycle, including clean coal technologies;
- development of renewable energy sources;
- access to sustainable energy;
- transfers of technology and encouragement of innovation;
- cooperation in dealing with the effects of major accidents, or of other events in the energy sector with transfrontier consequences.

TITLE IV

FINAL PROVISIONS

The original of this Charter will be transmitted to the government of the Netherlands which will retain it in its archives. Each of the signatories will receive from the government of the Netherlands a true copy of the Charter.

<i>Notes</i>



The signatories request the Government of the Netherlands to transmit the text of the International Energy Charter, as adopted during the High Level Conference on ... in, along with a note verbal to the Secretary General of the United Nations for his/her information and circulation among all UN Member States. The text of the International Energy Charter will be officially translated in Arabic, Chinese, French, German, Italian, Russian, and Spanish languages and distributed.

Done at The Hague on the [date].....

Notes

Outcome documents of energy-related regional and international conferences and other events as well as initiatives referred to on page 2

- The Energy Charter Protocol on Energy Efficiency and Related Environmental Aspects which entered into force on 16 April 1998 establishing an international framework encouraging cooperation in the field of energy efficiency in a way compatible with sustainable development;
- The Plan of Implementation of the World Summit on Sustainable Development adopted in Johannesburg on 4 September 2002, calling for enhancing international and regional cooperation to improve access to reliable, affordable, economically viable, socially acceptable and environmentally sound energy services, as an integral part of poverty reduction programmes, by facilitating the creation of enabling environments and addressing capacity-building needs, with special attention to rural and isolated areas, as appropriate;
- The declaration “Global Energy Security” of the Summit of the G8 in St. Petersburg on 16 July 2006 where the G8 Leaders expressed their support for the principles of the Energy Charter and the efforts of participating countries to improve international energy cooperation;
- The “Riyadh Declaration” of the Third OPEC Summit of 18 November 2007 in which the heads of State and Government underscored the interrelationships between global security of energy supply and security and predictability of demand. They also expressed their decision to strengthen and broaden the dialogue between energy producers and consumers through the relevant/competent international and regional fora, for the benefit of all;
- The Statute of the International Renewable Energy Agency (IRENA), signed at the Conference on the Establishment of the IRENA in Bonn on 26 January 2009, in which the parties express their desire to promote the increased adoption of renewable energy with a view to sustainable development and their firm belief in the vast opportunities offered by renewable energy for addressing and gradually alleviating problems of energy security and volatile energy prices;



Notes

- The Joint Statement by the G8 Energy Ministers Meeting in Rome on 25 May 2009, where the G8 Energy Ministers, the European Commissioner for Energy, and the Energy Ministers of Algeria, Australia, Brazil, China, Egypt, India, Indonesia, Korea, Libya, Mexico, Nigeria asked the Energy Charter Secretariat and International Financial Institutions to prepare a strategy for the development of energy networks and corridors assuring transit towards the integration of national energy markets in Africa, while identifying financing mechanisms;
- The Rome Statement adopted by the Energy Charter Conference on 9 December 2009 to address global energy challenges in the framework of the modernisation of the Energy Charter Process;
- The Agreements of the United Nations Climate Change Conference reached in Cancun on 11 December 2010, in which the international community agreed on a set of significant decisions to address the long-term challenge of climate change collectively and comprehensively and that the parties should take urgent action to meet this long-term goal with a view to reducing global greenhouse gas emissions so as to hold the increase in global average temperature below 2°C above pre-industrial levels;
- The International Energy Forum Charter approved and signed at the IEF Ministerial Meeting held in Riyadh on 22 February 2011 demonstrating a reinforced political commitment to an open global energy dialogue among the energy consuming and energy producing members of the IEF, including transit States, in order to ensure global energy security;
- The objectives under the global “Sustainable Energy for All” (SE4All) initiative of the UN of September 2011 and the “2014-2024 World Decade for Sustainable Energy” aiming to achieve universal energy access, improve energy efficiency and increase the use of renewable energy;
- The objectives under the “EU-Africa Energy Partnership”;
- The Doha Declaration adopted at the First Summit of the Gas Exporting Countries Forum on 15 November 2011, which called for promotion and development of new and effective channels of dialogue between natural gas producers and consumers, through

Notes

international and regional energy organisations and for a, for the purpose of ensuring technology transfer, market transparency, stability, and growth for the benefit of all.

- The conclusions of the Council of the European Union of 24 November 2011 on strengthening the external dimension of the EU energy policy where EU called for a need of geographical enlargement of Energy Charter Treaty which will aim at strengthening the role of the Treaty as a global instrument, recognised as the basis for international energy regulation in its main fields of competence;
- The Outcome Document entitled ‘The Future We Want’ which was endorsed by the UN Conference on Sustainable Development of 22 June 2012 and was annexed in the UN General Assembly Resolution 66/288, which recognised the critical role that energy plays in the development process, as access to sustainable modern energy services contributes to poverty eradication, saves lives, improves health and helps provide basic human needs;
- “The St. Petersburg Resolution” of the 2012 APEC Energy Ministerial Meeting on 24-25 June 2012, in which APEC Energy Ministers recognise that enhancing energy security requires concerted action in many areas and commit to continue their efforts to improve the sustainability, efficiency, predictability and transparency of traditional energy markets;
- The OSCE Parliamentary Assembly Resolution “Promotion and use of new and renewable sources of energy” adopted at the 21st OSCE PA Annual Session in Monaco on 9 July 2012, stressing the crucial role of energy security in the new security environment and the imperative need for fairness and transparency, in accordance with international law and the European Energy Charter;
- The Final Document of the 16th Summit of Heads of State or Government of Non Aligned Movement, which took place on 26-31 August 2012 in Teheran, in which the Heads of State or Government stressed the importance of enhancing international Cooperation through partnership in all forms of energy including clean and renewable Energy. They called upon the developed countries to transfer more efficient and environmentally sound technologies to developing countries, and for the United Nations to promote and facilitate this;

Notes

- The Concluding Declaration of the Rabat Energy Forum of 21 September 2012 in which the Energy Charter was recognised as an efficient instrument to contribute and strengthen energy cooperation in the MENA region;
- UN General Assembly Resolution 67/263 “Reliable and stable transit of energy and its role in ensuring sustainable development and international cooperation” adopted on 17 May 2013, noting that stable, efficient and reliable energy transportation, as a key factor of sustainable development, is in the interest of the entire international community, and welcoming the efforts at the national, bilateral, sub-regional, regional and international levels in building energy transportation systems and facilitating the trade of energy resources to promote sustainable development;
- The Ministerial declaration on regional cooperation for enhanced energy security and the sustainable use of energy in Asia and the Pacific adopted on the Asian and Pacific Energy Forum in Vladivostok, Russian Federation, on 30 May 2013 where energy security is recognised as a key development issue for all countries in the Asia-Pacific region and the crucial importance of energy as a prerequisite to poverty eradication and ensuring economic growth is stressed;
- The Leaders’ Declaration of the Summit of the G20 in St. Petersburg on 5-6 September 2013 expressing their commitment to enhance energy cooperation, to make energy market data more accurate and available and to take steps to support the development of cleaner and more efficient energy technologies to enhance the efficiency of markets and shift towards a more sustainable energy future.

Notes

INTERNATIONAL ENERGY CHARTER

Frequently Asked Questions

What is the International Energy Charter?

In May 2015, states representing up to one half of the UN membership will gather at a Ministerial (“The Hague II”) Conference on the International Energy Charter. The International Energy Charter is a political declaration that will be formally adopted and signed at the Ministerial Conference, which will be hosted by the government of The Netherlands. It maps out common principles for international cooperation and common areas of cooperation in the field of energy.

Around 80 states took part in negotiations on the International Energy Charter, which were conducted throughout the year 2014 at the Headquarters of the Energy Charter Secretariat in Brussels, Belgium. The negotiations started on the basis of the text of the European Energy Charter which was adopted back in 1991 in The Hague (“The Hague I”). Non-signatories of this historic declaration joined the negotiations on an equal footing with its signatories. The objective has been to work out a text reflecting modern energy challenges as well as the ambition of the Energy Charter to play a leading role in the evolving architecture of global energy governance.

By signing the International Energy Charter, states and specialised intergovernmental organisations will document their commitment to established principles of the Charter, including:

- political and economic cooperation
- sovereignty over energy resources
- the development of efficient energy markets
- non-discrimination
- the promotion of a climate favourable to the operation of enterprises and the flow of investments and technologies
- environmental issues

Notes

In addition, the International Energy Charter reflects some of the most topical energy challenges of the 21st century, in particular:

- the full scope of multilateral documents and agreements on energy developed in the last two decades, and the synergies among energy-related multilateral fora, including the Energy Charter, in view of follow-up action
- the growing weight of developing countries for global energy security
- the “trilemma” between energy security, economic development and environmental protection
- the role of enhanced energy trade for sustainable development
- the need to promote access to modern energy services, energy poverty reduction, clean technology and capacity building
- the need for diversification of energy sources and routes
- the role of regional integration of energy markets

By including all these relevant issues, the International Energy Charter promotes mutually beneficial energy cooperation among nations for the sake of energy security and sustainability. The International Energy Charter thus fits well into the global policy agenda reflected, for instance, in the G20 Leaders’ Communiqué of the Brisbane Summit in November 2014 and the UN Document “The Future We Want” endorsed by the UN Conference on Sustainable Development in June 2012.

The International Energy Charter is a declaration of political intention aiming at strengthening energy cooperation between the signatory states and which does not bear any legally binding obligation or financial commitment. This is explicitly stated in the text.

The updated Charter will be in English, French, German, Italian, Spanish and Russian languages (also in Arabic and Chinese provided states who have these languages as their official languages are among the signatories). The parties still need to decide whether all language versions will be subject to adoption and have equal original value or whether the versions other than English will be official translations.

Notes

What is the relationship of the International Energy Charter to the European Energy Charter and the Energy Charter Treaty?

The European Energy Charter is a political declaration adopted in The Hague on 17 December 1991. Up to now it has been signed by sixty-four European, Asian, Australasian, North American and African states as well as the European Union and EURATOM. It provides for a long-term partnership in international cooperation in the field of energy based on common principles. The European Energy Charter contains a commitment to negotiate in good faith a legally binding Basic Agreement and Protocols.

The Basic Agreement referred to in the European Energy Charter is known as the Energy Charter Treaty. Most, but not all signatories of the European Energy Charter signed or acceded to the Treaty, which was open for signature in 1994 and entered into force in 1998. Unlike the European Energy Charter, the provisions of the Treaty on energy trade, transit, investments, environmental aspects and dispute settlement are legally binding. The Treaty also established a political decision making-body, the Energy Charter Conference. Signatories of the Energy Charter Treaty are members of the Energy Charter Conference, and signatories of the European Energy Charter and some invited countries are observers to the Conference. A state or Regional Economic Integration Organisation that wishes to accede to the Energy Charter Treaty is required to be a signatory of the European Energy Charter.

The members of the Energy Charter Conference (Signatories and Contracting Parties to the Energy Charter Treaty) are hopeful that the signing of the International Energy Charter will encourage non-members to consider acceding to the Energy Charter Treaty. At the same time, it is well understood that the signing of the International Energy Charter does not oblige in any way a state to accede to the Treaty. As observers to the Energy Charter Conference, non-members will however have the opportunity to learn more about the Treaty, its benefits and obligations, and will cooperate closely with the members to that end. This will enable them to make an informed decision about possible further steps.

What motivates states to sign the International Energy Charter?

The main objectives of the International Energy Charter are to

- confirm, reinforce and enhance established PRinciples of energy cooperation
- create a governmental platform to address contemporary energy challenges

Notes

- support the modernisation of the Energy Charter Process
- contribute to solid global energy governance by facilitating new accessions to the Energy Charter Treaty, without containing any obligations in this respect

A key tool to follow up on the political commitments contained in the International Energy Charter will be observership to the Energy Charter Conference. Signatories of the political declaration will be eligible for observer status with the Energy Charter Conference. This means they may attend the meetings of the Energy Charter Conference without a right to vote and may be invited to attend meetings of subsidiary bodies. As a general rule, normally observers have access to official documents of the Energy Charter Conference and its subsidiary bodies. They may be invited to send seconded experts to the Secretariat. Provided that funds are available, they may further benefit from activities of the Secretariat like Energy Charter Forums, Executive Training Programmes, Energy Efficiency Reviews or Reports on Investment Climate and Market Structure (ICMS).

Observership with the Energy Charter Conference will thus offer an effective instrument to follow-up on the areas of cooperation listed in the International Energy Charter. It brings together economically and technologically advanced economies with emerging, transition and developing countries, among them energy producing, consuming and transit countries. It will be qualitatively distinct from the observership that some states have enjoyed so far. Signing the International Energy Charter or the European Energy Charter will be a condition to obtain or retain observer status.

In terms of the benefit, three categories of states need to be distinguished:

1. For Signatories and Contracting Parties of the Energy Charter Treaty, signing of the International Energy Charter will strengthen the authority of the Charter, reconfirm its basic principles and its openness to modernisation. There is an expectation that signing of the declaration will have a positive effect on the geographical expansion of the Energy Charter Treaty and on cooperation with non-members of the Conference. This will offer new investment and trade opportunities and thus strengthen energy security.
2. By signing the International Energy Charter the signatories of the European Energy Charter can reconfirm their commitment to the Charter, benefit from its strengthened

Notes

authority and broadened cooperation. They can reassess their engagement with the Energy Charter Process in light of the modernisation agenda. They will also benefit from the application of common principles, in particular in view of an enhanced investment climate in target countries for their FDI.

3. Non-signatories of the European Energy Charter will strengthen their role and influence in view of the formation of global energy governance architecture. By signing the International Energy Charter they will contribute to qualitative shifts in this architecture, which will better reflect modern energy challenges. By obtaining or retaining observership status with the Energy Charter Conference, they will have at their disposal an efficient tool for cooperation with other signatories, including many of the advanced economies, but also transiting and developing countries.

Which states participated in the negotiations on the International Energy Charter?

The negotiations were conducted in four rounds during 2014. They were open to any interested state. The parties included:

1. Signatories of the European Energy Charter:

Afghanistan, Albania, Armenia, Australia, Austria, Azerbaijan, Belarus, Belgium, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Canada, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Estonia, European Union, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Indonesia, Ireland, Italy, Japan, Jordan, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Latvia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Malta, Mauritania, Moldova, Mongolia, Montenegro, Morocco, Netherlands, Norway, Pakistan, Palestine, Poland, Portugal, Romania, Russian Federation, Serbia, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, Tajikistan, The Former Yugoslav Republic of Macedonia, Turkey, Turkmenistan, Ukraine, United Kingdom, United States of America, Uzbekistan, Yemen

2. Observers to the Energy Charter Conference by invitation:

Algeria, Bahrain, China, Egypt, Iran, Korea, Kuwait, Nigeria, Oman, Qatar, Saudi Arabia, Tunisia, United Arab Emirates, Venezuela

Notes

3. Other states:

Argentina, Bangladesh, Bhutan, Brazil, Brunei Darussalam, Cambodia, Chile, Colombia, India, Iraq, Israel, Lao PDR, Lebanon, Libya, Malaysia, Maldives, Mexico, Mozambique, Myanmar, Nepal, Niger, Philippines, Singapore, South Africa, South Sudan, Sri Lanka, Sudan Tanzania, Thailand, Vietnam

Acceptance of the text and invitation to “The Hague II”

Following the finalisation of the text of the International Energy Charter in November 2014, the negotiating parties have been asked to confirm by 31 January 2015 in writing, in the name of their government, the acceptance of the text and participation at The Hague Conference.

Ministerial (“The Hague II”) Conference on the International Energy Charter

Delegations authorised to approve/sign the International Energy Charter are expected to attend the Ministerial (“The Hague II”) Conference on the International Energy Charter in The Hague in May 2015:

- The Government of The Netherlands will send formal invitations informing the of the venue, date and time of the Conference, to those delegations that have informed the Secretariat of the acceptance of the final draft
- Negotiating parties are expected to inform the Secretariat before 2 March 2015, of the composition of their delegation (maximum four members including the head of the delegation) and the head of delegation authorised to confirm acceptance of the final text in accordance with its national procedures and to approve/sign it
- During the Ministerial (“The Hague II”) Conference on the International Energy Charter each head of delegation will be invited to make a statement
- The Netherlands, as host country, will open and Chair the Conference

Notes

- Negotiating parties will adopt the final text by consensus at the Conference. After adoption, each negotiating party present will be invited to sign the adopted text during the conference; negotiating parties will be able to sign the adopted text at any time.

Attendance of the Ministerial (“The Hague II”) Conference by additional states and international organisations

Requests from States who did not take part in the negotiations to sign the International Energy Charter at the Ministerial (“The Hague II”) Conference will be circulated to the Signatories of the 1991 Charter for approval. This approval provided, those states will be asked to confirm, in the name of their government and in writing, the acceptance of the text. They will then be invited by the government of the Netherlands to the Ministerial Conference.

Selected international organisations will be invited to be present at the Ministerial Conference. Intergovernmental organisations with specific competence may request with the Energy Charter Secretariat to sign the International Energy Charter at the Ministerial Conference.



Notes



**Energy Charter Secretariat
Boulevard de la Woluwe, 56
B-1200 Brussels
Belgium**

Tel.: +32 2 775 98 00

Fax: +32 2 775 98 01

E-mail: international.energy.charter@encharter.org

www.encharter.org